

Droit de réponse à l'article du Temps publié le 25 mars 2025

Genève, le 27 mars 2025

À la direction du journal *Le Temps* :

L'association *Première ligne* et son comité prennent acte de la publication de l'article « *Derrière les murs du Quai 9 à Genève, des crises à répétition, de la maltraitance et un long silence* », paru en ligne le 25 mars 2025 puis dans son édition papier du lendemain.

Cet article revient sur des événements anciens déjà traités et résolus, sans éléments nouveaux justifiant un tel traitement aujourd'hui. Pire, son titre laisse croire à un scandale actuel, alors que les faits relatés sont pour la plupart révolus. Ce procédé trompeur jette l'opprobre sur notre association, ses employé-es et sa gouvernance, créant un amalgame injustifié entre le passé et la situation actuelle.

Nous regrettons vivement que *Le Temps* n'ait pas jugé utile de solliciter notre comité avant publication. Pourtant, notre association s'est toujours montrée disponible pour répondre aux journalistes, soucieuse d'une information équilibrée et rigoureuse. Cette fois, votre rédaction a préféré le sensationnalisme au respect du code de déontologie journalistique.

Nous condamnons fermement toute forme de maltraitance passée ou présente et avons mis en place, depuis 2022, des mesures concrètes pour renforcer l'encadrement et la sécurité de nos équipes et usagers. L'insinuation selon laquelle nous couvririons des dysfonctionnements est non seulement fautive, mais insultante pour les professionnel·les qui s'investissent au quotidien auprès des publics les plus vulnérables.

Contrairement aux sous-entendus de l'article, la gouvernance actuelle de *Première ligne* n'a rien à voir avec celle du passé. Notre comité et notre direction ont été renouvelés en 2022 précisément pour répondre aux difficultés héritées d'une époque révolue. Laisser entendre qu'une collusion existerait entre notre président et notre directeur relève d'une malhonnêteté intellectuelle. Cette tentative de discréditer leur travail acharné ne repose sur aucun fait, si ce n'est une volonté manifeste de nuire.

Le rapport du Service d'audit interne de l'Etat évoqué dans votre article, loin d'être une condamnation, a été demandé par *Première ligne* elle-même en 2022 justement. Ses recommandations bienvenues, livrées en mai 2023, ont commencé à être mises en œuvre sans attendre, en collaboration étroite avec l'Office cantonal de la santé et les partenaires sociaux. La situation au Quai 9 est aujourd'hui stabilisée et votre article, en

ravivant artificiellement des tensions passées, met en péril l'équilibre patiemment reconstruit.

Nous pouvons entendre l'amertume de certain-es ancien-nes employé-es, mais instrumentaliser ces témoignages pour attaquer une institution essentielle au tissu social genevois est irresponsable. Depuis plus de 20 ans, *Première ligne* œuvre dans un environnement marqué par l'usage de drogues et une très grande précarité, où l'engagement et la résilience de nos équipes sont garantes d'un accompagnement digne, cohérent et indispensable face à la complexité du terrain.

Nous réaffirmons notre soutien total à notre direction et à notre personnel, injustement salis par votre article. Si *Le Temps* souhaite véritablement informer ses lecteurs sur la réalité du Quai 9, nous l'invitons volontiers à venir constater sur place le travail accompli.

Pour le comité de Première ligne,



Luca Nizzola
Président



Nicole Roehrich
Vice-présidente